

Philippe HERZOG – X59

Article pour la Revue « La Jaune et la Rouge »

Mai 2017

UNE IDENTITE EUROPEENNE POUR LE XXIème SIECLE

L'Europe a été présente dans le débat de l'élection présidentielle, mais de quelle façon ? Quand on examine de près les programmes des candidats, deux ou trois seulement affichent une volonté raisonnable d'engagement de la France en Europe, à défaut d'un désir. Même si une nette majorité de Français veut rester dans l'euro, c'est par prudence, de facto les deux tiers sont eurosceptiques. Cette évolution est catastrophique. Il n'est pas trop tard pour l'enrayer et il est urgent de mener un combat à la mesure du défi.

On ne naît pas Européen, on le devient, c'est une question de conscience, de foi plus encore que de raison. La France ne retrouvera pas force et confiance en elle-même si elle n'apprend pas à aimer l'Europe. Elle ne retrouvera pas une identité, une capacité de vivre ensemble, si elle ne l'inscrit pas dans la formation d'une identité européenne qui ne se substituera pas à l'identité nationale mais l'enrichira et l'enveloppera.

Aimer l'Europe, s'engager à lui redonner visage et force dans le XXIème siècle, c'est d'abord un combat culturel. Nous devons nous rappeler que la civilisation européenne a précédé la création de nos Etats-nations et leurs légendes nationales. Il y a un immense besoin d'éducation, d'universités populaires, de jumelages, pour que la France choisisse réellement et lucidement son devenir en Europe dans la longue trace de ses pionniers : Sully, Rousseau, Saint Simon, Briand, Schuman, de Gaulle... L'Europe est un espace de circulations, de créations et de conflits où s'est formée une civilisation multiséculaire entre des peuples très divers et très différents. D'abord chrétienne, puis celle des Lumières après des siècles de tensions entre les Cités spirituelle et temporelle. Il faut enseigner la vérité sur cette histoire alors qu'aujourd'hui, comme l'a écrit un historien canadien, nous ne sommes plus que de lointains bâtards de Voltaire.

Cette Europe de près de deux millénaires a engendré des valeurs de portée universelle : l'égalité de dignité de la personne (depuis Saint Paul), la liberté et la justice, la pensée critique et la recherche de vérité, et elle a voulu faire l'histoire alors qu'aujourd'hui nous sommes tombés dans le présentisme qu'analyse l'historien François Hartog. Mais l'Europe a été aussi l'espace de guerres récurrentes entre les Etats-nations et d'aventures impériales allant jusqu'à l'autodestruction au XXème siècle. Pour concevoir une paix durable, Emmanuel Kant a fait surgir une nouvelle idée d'Europe : fédérer des peuples, les réunir dans une Alliance d'un type nouveau.

Dans cet esprit la création de la Communauté européenne après la Seconde guerre mondiale a été une renaissance. Certes elle a été fondée sur un compromis limité – le marché et le droit –, mais il était impossible de mieux faire compte-tenu des haines réciproques. Soixante ans après le bilan n'est pas mince : la paix ; une certaine prospérité ; des élargissements qui ont permis aux peuples du Sud et de l'Est d'émerger des ténèbres.

Mais depuis la révolution anthropologique, culturelle, économique et technologique qu'on appelle mondialisation, tout a changé. Il faut régénérer la civilisation ou périr. Or nous n'avons pas pris soin de notre Europe, nous la dénigrons et beaucoup en font un bouc émissaire de nos manquements. Le mal est en nous-mêmes. Quand on n'apprend pas à connaître ses voisins, quand en matière de solidarité chacun voit midi à sa porte, nos sociétés deviennent des sociétés d'individus. Ce ne sont pas les carences de l'Union qui sont d'abord en cause, mais nous-mêmes, nos Etats, nos mentalités.

L'Union européenne nous a exposés à la mondialisation mais aussi protégés. Mais dans le nouveau monde des puissances, celui de Trump, Xi, Poutine,... l'Europe doit impérativement redéfinir son identité, sa place, et restaurer sa force. Or nous sommes profondément divisés. Pire, beaucoup ne voient d'autres solutions que la sortie, la clôture nationale, ou nient les réalités. Les Français sont encore bien plus dépendants de l'Union que le Royaume-Uni, mais ils rejouent Astérix contre les romains.

C'est l'heure des choix, et ils sont libres. Quitter l'Union (il y a plusieurs façons de le faire), c'est clôturer la nation et déboucher sur une tragédie. Refonder l'Union, c'est possible et nécessaire, mais ce n'est possible que si l'on sort

d'une culture nationale introvertie. Beaucoup veulent combattre les « populismes », mais ils oublient que l'élitisme des dirigeants nourrit le populisme des peuples. Les élites masquent trop souvent leurs propres responsabilités dans les maux du pays et paraissent ignorer les souffrances populaires. Je préfère essayer de redonner courage et de faire appel aux gens pour ressusciter ensemble espoir et engagement.

De même l'Europe du passé a été construite par des élites, dans l'avenir elle va sombrer si elle ne repose pas sur la participation des peuples : « ou nous parvenons à forger une identité européenne, ou le vieux continent disparaît de la scène mondiale », écrit Jürgen Habermas.

Il est absolument crucial de renverser l'optique : l'Europe ne doit pas garder le visage d'une pléthore de directives qui descendent de Bruxelles, elle doit être vécue dans la vie quotidienne de chacun, dans nos entreprises et nos localités, comme une source d'opportunités nouvelles. L'Europe de demain, c'est apprendre dès l'école la langue et l'histoire par un maître venu d'un autre pays d'Europe, ce sont les programmes européens d'apprentissage pour tous, le ferroutage pour le transport des marchandises transfrontières, les bibliothèques numériques européennes, les projets d'entreprises européennes en coopération, les coopérations interrégionales, la cogestion décentralisée des fonds de cohésion... Et c'est aussi pouvoir participer aux choix politiques européens par la réhabilitation des élections européennes, en les synchronisant avec des élections nationales regroupées dans la même semaine, avec des étrangers sur les listes nationales de candidatures au Parlement européen et la formation de nouveaux mouvements européens. C'est aussi la création d'une deuxième Chambre, composée des porteurs de projets communs dans les entreprises, régions et associations, aux côtés du Parlement européen. Tout ceci impliquant la formation d'un espace public européen d'information et de communication.

L'Europe apparaîtra alors comme un Territoire pertinent pour mieux répondre ensemble aux défis fondamentaux de la paix et de la prospérité. Ses frontières seront celles des 27, plus les Balkans occidentaux dont l'intégration est nécessaire pour contrer les risques de nouvelles dégradations bien visibles aujourd'hui. Mais il faut penser aux passerelles autant qu'aux frontières, et d'abord restaurer nos liens de voisinage en créant des statuts d'Etats associés.

Après sa sortie, le Royaume-Uni pourrait coopérer avec nous dans de nombreux domaines. L'Ukraine ne peut pas rester coincée entre le marteau et l'enclume car nous lui avons fait miroiter l'adhésion et nous la leur refusons. Il faut voir derrière Poutine et Erdogan, tendre la main aux peuples russe et turc, et comme le demandait Keynes en 1918 proposer à l'Union soviétique en formation de coopérer avec elle au lieu de l'antagoniser. Les pays d'Afrique du Nord aussi devront être associés. Avec tous ces voisins, sécurité, énergie, développement, doivent devenir des biens communs. Et au-delà, investir massivement en Afrique, demain la première puissance démographique du monde, c'est l'avenir de l'Europe.

La France doit comprendre que l'Allemagne ne paiera pas pour ses dettes, qui renvoient à nos carences et à nos dérives. Par contre nous devons mutualiser des forces et des ressources avec elle et avec d'autres pays européens pour que chacun puisse prendre le chemin de l'innovation et de la création d'activités ; cela implique de transférer des ressources pour investir chez les plus fragiles, les plus victimes d'inégalités. Les conflits liés aux contradictions entre les libertés de circulation et la protection sociale nationale doivent être résolus dans le même esprit, en créant un marché du travail européen, en ciblant une harmonisation fiscale sur les profits et les mouvements de capitaux, en établissant un véritable prix du carbone. Aucun Etat, même l'Allemagne, ne peut garder ou viser un plein emploi sans un socle communautaire beaucoup plus fort et plus accessible aux PME, aux collectivités territoriales, sans créer une Union pour l'investissement et le financement, élaborer une stratégie commune de compétitivité industrielle.

Tout ceci désigne des tâches prioritaires et c'est leur définition qui, dès avant les élections européennes de 2019, doit être clarifiée avant de mettre en œuvre des réformes institutionnelles. Les peuples doivent choisir l'agenda et non pas en abandonner le pouvoir à leurs gouvernants, qui décident à l'aveugle. Au contraire ils seront mandatés et ils devront ensuite rendre des comptes.

Il est temps de commencer à dépasser le clivage historique qui oppose les souverainistes et les fédéralistes. Les Etats-Unis d'Europe c'était le monde d'hier, Kant lui-même visait une Confédération et non pas un Etat fédéral. Mais « la souveraineté une et indivisible », c'était la France de Louis XIV et de

1789. Nous devons la dépasser et inventer une Union politique différenciée. Non pas une Union à plusieurs vitesses, ce serait accepter la désintégration et la France n'est certainement pas en état de faire partie de l'avant-garde, mais une Union de projets et de solidarités qui préférera la coopération à l'uniformité. Une Union qui définira ses biens communs (et l'éducation et la création comptent autant que la sécurité) et qui régènera ses institutions afin qu'elles acquièrent une autorité morale et publique et organisent la synergie entre les projets et les politiques des Européens.

Après l'époque des pionniers et en dépit de nos efforts, ma génération a failli. Si la rupture est un grave danger, l'indifférence ne l'est pas moins. Il faut aider notre jeunesse à acquérir une conscience européenne et à s'engager pour refonder l'Union.